

A portrait of Thomas Beschorner, a man with light hair and glasses, wearing a blue pinstriped suit jacket over a purple shirt. He is standing outdoors in a wooded area, with his hand resting on his chin in a thoughtful pose. The background consists of tree trunks and green foliage.

« Le libéralisme, l'éthique
et l'économie étaient
intimement liés. »

Le directeur de l'Institut d'éthique économique de l'Université de Saint-Gall, Thomas Beschorner, a reçu Swissquote Magazine. Il s'exprime sur la responsabilité sociale des entreprises et le cadre à donner au libéralisme.

Par Sylvain Menétrey

L'Allemand Thomas Beschorner codirige depuis 2010 l'Institut d'éthique économique de l'Université de Saint-Gall. Discipline rare – seuls sept professeurs en Suisse sont spécialisés dans ce domaine – l'éthique économique s'intéresse notamment à la responsabilité sociale des entreprises et tente d'inculquer aux futurs managers une forme de morale des affaires.

Et discipline sensible. Car en contact avec l'actualité et la politique. La critique du secret bancaire par l'ancien vice-directeur de l'institut Ulrich Thielemann, d'origine allemande également, avait cabré une partie de la classe politique suisse, mais aussi le rectorat saint-gallois. Christoph Blocher avait déposé sa candidature pour reprendre la chaire, finalement attribuée à Thomas Beschorner et Florian Wettstein. Le choix d'adosser à Thomas Beschorner un collègue suisse ne serait pas étranger à sa nationalité allemande... Interview.

SWISSQUOTE MAGAZINE ▶ D'où vient la discipline de l'éthique économique?

THOMAS BESCHORNER ▶ En premier lieu, il faut noter que la science économique prend ses racines dans la philosophie et la théologie. Par exemple, Adam Smith, le père fondateur de l'économie moderne, était un philosophe moraliste et un théologien. A l'époque où il s'est intéressé aux questions économiques, celles-ci ne constituaient pas encore une discipline académique. Smith réfléchissait principalement à la justice et au bien-être. Il avait pour objectif d'améliorer le monde. Ainsi, à l'origine, l'éthique et l'économie étaient intimement liées, même si aujourd'hui certains ont tendance à penser qu'elles sont opposées.

L'éthique économique a pour défi d'intégrer les questions de

morale et d'éthique dans l'économie et la société, bien que l'on évolue dans un monde totalement différent de celui d'Adam Smith.

Il est rare qu'une succession à une chaire académique fasse autant l'objet de débats politiques. Christoph Blocher avait déposé sa candidature pour le poste que vous occupez. Il semblait que vous seriez le seul titulaire, mais le rectorat a finalement nommé un second professeur. Comment avez-vous vécu cette période?

Je ne connais pas les détails du débat politique. On m'a simplement demandé à un certain moment si j'acceptais de collaborer avec Florian Wettstein. J'ai trouvé – et je trouve toujours – cette idée fantastique car deux professeurs d'éthique économique valent mieux qu'un. En outre, le rectorat m'a confirmé que notre discipline constitue un thème central qu'il veut encore renforcer. Ce n'est donc pas uniquement pour des questions politiques que nous sommes deux. Il faut y voir une preuve de l'engagement de l'université pour l'éthique économique.

«La société exige des entreprises qu'elles ne se bornent pas à maximiser leur profit»

Vous sentez-vous libre d'exercer votre rôle de porte-parole d'une certaine morale, qui peut aller à l'encontre des intérêts économiques de la Suisse?

Mais bien sûr! C'était l'une de mes questions préalables au rectorat lors de mon embauche. La science fait de plus en plus figure de dernier bastion où

l'on peut penser et s'exprimer librement, et donc aussi critiquer. Il est vital pour la société que de tels domaines subsistent. Les scientifiques, qu'ils soient éthiciens économiques, théoriciens des organisations ou chercheurs en finances, doivent garder leur indépendance par rapport au pouvoir et à l'argent, réfléchir et exprimer leurs opinions.

En tant qu'éthicien, comment se positionne-t-on par rapport au libéralisme?

Il y a souvent des préjugés envers l'éthique économique. Certains – comme M. Blocher – pensent qu'il s'agit d'une discipline socialiste voire marxiste, ce qui n'est absolument pas vrai. L'éthique économique s'intéresse à l'économie de marché et à ses principes. Comme l'économie de marché est d'essence libérale, je me place dans un courant de pensée forcément libéral.

Cela veut-il dire que vous soutenez pleinement l'idée que l'enrichissement personnel favorise le bien commun?

Qu'on en soit content ou pas, il n'y a vraisemblablement aucune alternative à l'économie de marché. L'expérience socialiste s'est révélée un échec doublé d'injustice sociale et de surexploitation économique. Nous connaissons de semblables maux dans l'économie de marché actuelle. Mais si je réfléchis à l'économie et à l'éthique, la meilleure manière de concilier les deux est d'opter pour l'économie de marché. Je ne suis pas partisan pour autant d'un libéralisme de Manchester sans frein. Il faut encadrer l'économie de marché sur deux axes. Premièrement, elle doit toujours comporter une composante sociale, ou pour aller un peu plus loin: une composante écologique et sociale. Les gouvernements doivent établir des lois et des instruments qui fixent des règles. Le politique

devrait avoir la primauté sur le marché et non le contraire.

Deuxièmement, il y a depuis quelques années un consensus au sein de la communauté des éthiciens pour pousser les entreprises à réfléchir à leur contribution sociale plutôt qu'à la seule maximisation de leurs profits. Le but principal n'est pas qu'elles dotent des fondations de quelques millions de francs, mais qu'elles parviennent à insuffler une éthique dans leur pratique. Par exemple: Comment traitent-elles leurs employés? Comment organisent-elles leur processus de production? Quel type de produits fabriquent-elles? Comment se comportent-elles avec leurs sous-traitants au Bangladesh ou au Pakistan? Et si l'on considère le plan commercial: quel type de publicité font-elles? Etc.

Les investissements éthiques ont la possibilité de jouer un rôle dans ce domaine en plébiscitant des entreprises qui respectent certaines normes, à travers des fonds éthiques.

Oui, c'est quelque chose d'intéressant qui se développe depuis quelques années. Les entreprises commencent à s'occuper de manière croissante de ces questions d'éthique, sans l'intervention d'éthiciens qui leur

tapent sur les doigts. Les programmes éthiques, les codes de conduite pour lutter contre la corruption ou les audits réguliers chez les sous-traitants des pays en développement deviennent plus courants.

Les grandes entreprises et celles qui produisent des biens de consommation prennent cette thématique très au sérieux car elles sentent une pression de la société. La société exige des entreprises qu'elles ne se bornent pas à maximiser leur profit, mais qu'elles remplissent aussi leur rôle d'acteur social. Les entreprises commencent à répondre à cette demande et je m'en réjouis. Le dialogue entre les entreprises, la société civile et la science avance dans la bonne direction. Des initiatives institutionnelles comme **Global Compact** des Nations unies en est une émanation. Il s'agit d'une liste de dix principes que les entreprises acceptent d'appliquer en termes de transparence, de conditions de travail, etc. Plus de 6000 entreprises dans 35 pays ont déjà signé. En Suisse, quelques grandes entreprises comme Novartis, Nestlé, Migros ou Coop y participent. Ce type d'initiative permet de faire évoluer petit à petit les règles du jeu au niveau global. L'an

dernier a été lancée une nouvelle norme ISO pour la responsabilité des organisations, le ISO 26000, qui va dans le même sens. Ce sont des initiatives intéressantes que nous devons accompagner de façon critique, mais constructive.

Une autre question éthique se pose pour les multinationales. Elle concerne leur présence dans des dictatures comme la Chine, par exemple. Doivent-elles boycotter ces pays pour éviter que leur technologie ne serve au régime ou au contraire s'y installer pour favoriser l'amélioration des droits de l'homme?

C'est une question difficile, peut-être trop générale pour pouvoir y répondre. Je trouve très critiquable le fait de vendre des armes à des dictatures. La fabrication d'armes est en elle-même problématique. Mais en ce qui concerne les droits de l'homme en Chine, il faut regarder chaque cas individuellement. Il me semble que la politique doit avoir dans de telles décisions un rôle d'éclaireur. Il faut faire attention à ne pas en demander plus aux entreprises que ce que la politique n'accomplit. Pour l'instant, cette dernière reste timorée envers la Chine. Elle aperçoit un grand marché potentiel et laisse les questions des droits de l'homme en jachère.

Un duo complémentaire

Après un enseignement professionnel de directeur commercial, l'Allemand Thomas Beschorner, 41 ans, étudie l'économie à l'Université de Kassel et à l'Université nationale d'Irlande, puis réalise un doctorat en sciences sociales à l'Université d'Erfurt en 2001 avant de partir enseigner dans différentes universités à Montréal. Il partage la chaire d'éthique économique de Saint-Gall avec Florian Wettstein, 35 ans, qui avant son arrivée était professeur assistant à l'Université de Minneapolis. Les deux cotitulaires de la chaire

voient leur double nomination comme une chance. Leur complémentarité apparaît en effet exemplaire. «Nos profils académiques peuvent sembler proches, mais en réalité nos compétences diffèrent beaucoup. J'aborde les questions de responsabilité et d'éthique en économie par le biais des sciences sociales et non d'un point de vue normatif, explique Thomas Beschorner. A l'inverse, Florian Wettstein s'intéresse en premier lieu aux questions normatives, telles que les droits de l'homme ou les droits des entreprises.»

L'Egypte est un cas intéressant. Le gouvernement a tenté d'éviter les mobilisations populaires en coupant les téléphones mobiles et les accès aux réseaux sociaux. On peut se demander pourquoi une entreprise accepte ce diktat. Il me semble blâmable qu'une filiale de Vodafone en Egypte puisse prendre cette décision, qui devrait incomber au siège international. On a besoin dans ces cas de standards clairs qui s'appliquent à tous, aussi bien à Swisscom, qu'à Vodafone ou Deutsche Telekom.

Quelle est la portée de vos recherches au niveau politique?

Nous travaillons dans différents domaines théoriques et empiriques, comme par exemple la responsabilité sociale des entreprises, la question d'une économie de marché civilisée et sociale, les droits de l'homme, les standards sociaux et écologiques, l'éthique dans le domaine des nouvelles formes de technologie et de communication ou encore le rôle d'une entreprise comme acteur politique et moral. Je peux vous parler de deux projets concrets que nous venons de lancer. Le premier est un projet européen. Nous comparons les politiques économiques de huit pays, parmi lesquels l'Espagne, la Suisse, l'Allemagne ou la Pologne. Nous cherchons, par exemple, à faire l'inventaire des règles dans la branche textile visant à résoudre certains problèmes sociaux. Quels sont les efforts politiques allant dans ce sens? Quelle politique concrète mènent la Suisse ou l'Espagne en matière de commerce de détail? La finalité est de faire émerger les pratiques qui ont fait leurs preuves et de montrer aux différents pays ce qu'ils peuvent apprendre les uns des autres.

Le second projet concerne les PME. De manière étonnante, elles n'ont pas suscité beaucoup de recherches du point de vue de l'éthique. Nous menons une vaste étude à laquelle les entreprises peuvent participer en remplissant un questionnaire. Elles témoignent de ce qu'elles font en matière de ressources humaines, d'engagement pour leur lieu de résidence, ou encore comment elles s'inscrivent dans une chaîne de création de valeur. Nous allons traiter ces questionnaires, regarder où se situent les points forts, dans quel domaine les PME sont très actives et où il faut faire encore des efforts.▲

Global Compact

Initié en 1999 par Kofi Annan lors du Forum de Davos, le Pacte mondial (Global Compact) vise à promouvoir dix principes dans les domaines de l'environnement, des droits de l'homme, des droits du travail et de la lutte contre la corruption. Les entreprises qui y adhèrent s'engagent à progresser chaque année dans au moins un de ces **10 principes**, et à communiquer annuellement sur leurs progrès auprès des Nations Unies.

1 Les entreprises doivent promouvoir et respecter les droits de l'homme reconnus sur le plan international.

6 Élimination de la discrimination en matière d'emploi et d'exercice d'une profession.

2 Les entreprises ne doivent pas se faire complices de violations des droits fondamentaux.

7 Promouvoir une approche prudente des grands problèmes touchant l'environnement.

3 Les entreprises devraient respecter l'exercice de la liberté d'association et reconnaître le droit à la négociation collective.

8 Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables.

4 Élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire.

9 Encourager la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

5 Abolition effective du travail des enfants.

10 Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Plus de 6000 entreprises dans 35 pays ont déjà signé ce pacte, parmi lesquelles de grandes entreprises suisses telles que Novartis, Nestlé, Migros, Coop, Credit Suisse, UBS, Givaudan, Sulzer, Syngenta, Firmenich, Sika, Schaffner, Geberit, Adecco.